



LE MAL URBAIN EN INDE

par ANDRÉ MCNICOLL

Les bas quartiers de Bombay ont tous quelque chose en commun. Les huttes fragiles du million de sans-abri qui vivent dans cette immense ville de la côte de la mer d'Oman s'entassent le long des conduites d'eau. Des petits trous percés discrètement et illégalement dans les conduites et de minuscules tuyaux dissimulés dans la poussière et les décombres permettent d'obtenir quelques précieuses gouttes d'eau potable. Dans une ville où la température diurne peut grimper jusqu'à 40°C, boire de l'eau, même d'une source illicite, n'est pas un crime mais plutôt une question de survie.

En Afrique, les populations de Nairobi, de Dar Es-Salaam, de Nouakchott et de Lusaka ont septuplé depuis trente ans. Bombay, Mexico, Le Caire, Lagos, Rio de Janeiro, Bangkok — partout dans les pays en développement, les ravages d'une urbanisation effrénée disputent à la famine et à la sécheresse le premier rang sur la liste des fléaux qui s'abattent sur les démunis.

Dans les 140 villes de plus d'un million d'habitants que compte l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, la surpopulation menace une infrastructure fragile et inadéquate, surtout l'approvisionnement en eau douce, l'évacuation des déchets humains, le logement, les services de santé et les transports. Carlos Fuentes, l'un des écrivains mexicains les plus connus, qualifie la capitale de son pays de « ville tentaculaire ». À Bombay, pendant les fortes moussons, les égouts sont tellement obstrués que des déchets humains flottent dans les rues,

contaminant les réservoirs d'eau douce, pourtant rares. Cette ville, à l'instar de nombreuses autres mégapoles du Tiers-Monde, vit sous la menace pressante d'épidémies qui pourraient prendre des proportions catastrophiques.

C'est probablement en Inde que les dangers d'une urbanisation immodérée sont les plus apparents. Chaque année, Delhi attire 170 000 nouveaux habitants, Bombay en reçoit environ 350 000, et la population de Madras a augmenté de plus de 75 p. 100 de 1971 à 1981. Pour ces villes et d'autres encore, il est difficile, voire impossible, de fournir les services essentiels à cause d'un pouvoir de taxation limité et de subventions insuffisantes de la part des gouvernements central et régionaux.

En 1981, le ministère des Finances et celui des Travaux publics et de l'Habitation ont demandé à l'Institut national des affaires municipales (INAM) d'évaluer la structure financière réelle des organismes locaux. La précieuse banque de données ainsi produite soulignait l'existence d'un fossé infranchissable entre les ressources disponibles et celles qui seraient nécessaires pour fournir des services urbains fondamentaux adéquats. À titre d'exemple, on estimait qu'il en coûterait environ 174 millions de dollars canadiens pour améliorer les installations de traitement des eaux usées dans les 216 villes comptant plus de 100 000 habitants.

Grâce à l'appui financier du CRDI, l'INAM pourra faire avancer ses recherches. Il s'intéressera à la capacité de gestion des organismes urbains

locaux, dans le but de maximiser l'utilisation des ressources existantes et d'étendre la gamme des services urbains. L'avantage qu'il y a à maximiser l'utilisation des ressources existantes plutôt que d'en acquérir de nouvelles à prix fort a été démontré il y a quelques années dans l'infortunée ville de Bhopal. À l'époque, le conseil municipal devait faire face à une sérieuse pénurie d'eau douce, mais plutôt que de s'engager dans un coûteux programme d'investissement, il a préféré examiner les possibilités d'améliorer l'utilisation des ressources en eau existantes. À titre d'exemple, la construction de puits reliés à des réservoirs surélevés peu coûteux a permis d'améliorer le réseau de distribution d'eau ainsi que l'approvisionnement. L'INAM effectuera également une étude sur les villes indiennes suivantes : Bangalore, Bombay et Lakhnau (plus d'un million d'habitants) ; Bhopal, Derakattai, Dhoraji, Hosangabad, Kadi, Sehore, Tiruchirapalli, Vadodara, et Villupuram (villes moyennes et petites) ; et Gangtok (ville située dans les montagnes du Sikkim).

L'INAM a déjà été chargé d'établir une politique nationale d'urbanisation en Inde. L'un des principaux objectifs de cette politique est de réorienter la croissance urbaine ailleurs que dans les grands centres comme Bombay et Delhi, vers les villes petites et moyennes. Ces dernières deviendraient des « catalyseurs de développement », selon l'expression du Dr K. Sreeram de l'INAM. Leur population

« On estimait qu'il en coûterait environ 174 millions de dollars canadiens pour améliorer les installations de traitement des eaux usées dans les 216 villes comptant plus de 100 000 habitants. »

serait d'environ 100 000 habitants, elles serviraient de quartier général à une subdivision ou district, et auraient déjà une fonction commerciale. Environ 225 de ces « catalyseurs » ont déjà été identifiés. L'un des moyens d'encourager leur développement sera d'en améliorer l'infrastructure. Il est raisonnable de croire que les gens préféreront vivre dans une ville dynamique, bien desservie, relativement propre et de moyenne importance plutôt que d'aller s'entasser dans une mégapole congestionnée, polluée et dont la croissance échappe à tout contrôle. Si l'Inde réussit à réorienter sa croissance urbaine, elle donnera une lueur d'espoir à de nombreux pays ; sinon, toute une kyrielle de maux urbains risquent de remplacer la famine en tant que fléau de l'humanité. □

M. André McNicoll est un rédacteur scientifique d'Ottawa, Canada.